

GENÈVE

Carouge s'affiche «Zone hors TiSA»

Pionnière, la cité sarde pose des panneaux à ses entrées pour s'opposer aux Accords sur le commerce des services (TiSA), visant à une massive libéralisation des services publics.

LUNDI 14 AOÛT 2017 RACHAD ARMANIOS



Antonio De Sousa PATRICK LOPRENO

GENÈVE

«Carouge, zone hors TiSA». Vendredi en début d'après-midi, près du dépôt de bus du Bachet-de-Pesay, Denis Lachat et Antonio De Sousa, employés municipaux, installent ce panneau à l'une des entrées de la ville sarde. Dix autres seront posés dans la journée. La municipalité entend de la sorte affirmer son opposition aux Accords sur le commerce des services (TiSA en anglais). Une cinquantaine d'Etats, dont la Suisse, négocient dans le plus grand secret cette massive libéralisation des services publics, à laquelle s'oppose une partie de la société civile.

En Suisse, trois cantons (Genève, Vaud, Zoug) et de nombreuses communes ¹, dont la Ville de Genève et Lausanne, se sont déjà déclarés «zone hors Tisa». Mais Carouge est la première du canton, sinon de Suisse, à l'exposer ainsi à ses entrées. Ce dont se réjouissent Chloé Frammery et Gérard Scheller, du comité Stop TiSA Genève, à l'origine de la démarche. La Ville de Genève et Plan-les-Ouates ont aussi été sollicitées et d'autres seront bientôt contactées.

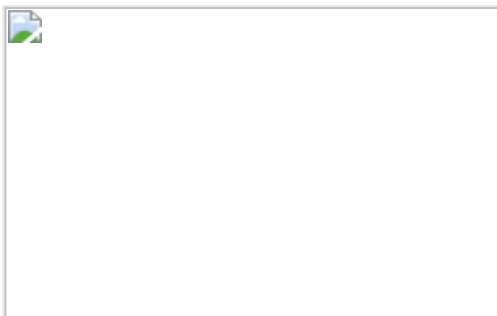
«Le geste est avant tout symbolique, car si la Suisse devait adhérer à TiSA, les municipalités n'y échapperaient pas, déclare Chloé Frammery. Ce qui n'enlève rien à l'importance de cette pression mise sur le Conseil fédéral, à qui il est demandé de quitter la table des négociations ou, au minimum, de les rendre totalement transparentes.

«Des pressions indispensables»

Ainsi, outre de déclarer Carouge «hors TiSA», son Conseil municipal a adopté début 2015 à l'unanimité moins 4 abstentions une résolution Verte demandant la publication immédiate du contenu des discussions. Le texte déclarait aussi s'opposer à l'avenir à toute obligation de privatiser les biens et les services publics, devant rester sous contrôle démocratique.

«Les pressions, en particulier des villes et des communes, feront que ces accords n'aboutiront peut-être pas ou au moins que leur contenu soit modifié, déclare le maire Nicolas Walder (Vert). Ce libéralisme à l'extrême est nuisible pour les municipalités.»

En plus du mouvement de privatisation des services, explique Mme Frammery, TiSA inclut une clause stipulant qu'une fois un service privatisé, il serait impossible de revenir en arrière. Avec M. Walder, elle dénonce aussi une perte de démocratie et de souveraineté puisque les différends seraient tranchés par des cours d'arbitrage privées. Elle donne un exemple: sous l'égide de l'Accord de libre-échange nord-américain, le Canada a dû verser 300 millions de dollars à l'entreprise Bilcon pour avoir refusé l'extraction de minerais pour des raisons environnementales. «Genève, via les Services industriels, choisit d'exploiter une énergie 100% suisse et sans nucléaire, il faut préserver une telle autonomie!», ajoute M. Walder.



«Zone hors AGCS»

Quand Mme Frammery explique aux ouvriers ce que signifie le panneau qu'ils installent, ils se sentent

concernés en tant qu'employés municipaux. Mais aussi comme citoyens: «Je ne veux pas de péages sur les autoroutes!», souligne Denis Lachat.

Dans la moitié des années 2000, une centaine de municipalités suisses, dont Genève et Carouge, avaient posé des panneaux «zone hors AGCS», afin de protester contre l'Accord général sur le commerce des services instauré alors sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce. «C'est à Genève que ce premier accord avait échoué. J'espère qu'il en sera de même avec TiSA, négocié dans les bâtiments de l'ambassade d'Australie à Genève», déclare Mme Frammery.

Le précédent des drapeaux sur le pont du Mont-Blanc

Du côté de la Ville de Genève, le Conseil administratif, sous la plume de Sandrine Salerno, avait soutenu la résolution du délibératif déclarant la commune «hors TiSA». «Les services publics (la santé, l'éducation, la gestion des déchets ou encore la fourniture en eau) ne peuvent, en aucune manière, être considérés comme des marchandises et encore moins être réduits à de simples objets de consommation», lit-on dans une réponse écrite. Nous n'avons toutefois pas pu savoir si et quand la Ville, sollicitée par Stop TiSA Genève, compte poser des panneaux.

En avril, l'exécutif avait toutefois temporairement dressé sur le pont du Mont-Blanc des drapeaux Stop TiSA. Le maire d'alors, le PDC Guillaume Barazzone, avait rompu la collégialité, jugeant inadmissible de politiser cet ouvrage. Il a été relayé par une motion du PLR Vincent Subilia exigeant le retrait des drapeaux et soulignant «le rôle historique de Genève comme lieu privilégié de négociations, notamment dans le domaine commercial». Son parti et le PDC s'étaient opposés à la résolution «zone hors TiSA». RA

NOTES
